



## La Commission propose des mesures ciblées pour garantir la mise en œuvre en temps utile du règlement de l'UE sur la déforestation

Brussels, le 21 octobre 2025

La Commission propose aujourd'hui **des solutions ciblées** pour aider les entreprises, les parties prenantes mondiales, les pays tiers et les États membres à garantir une mise en œuvre harmonieuse du règlement de l'UE sur la déforestation.

Avec la proposition présentée aujourd'hui, la Commission veut s'assurer que le système informatique est pleinement opérationnel pour répondre à la contribution de l'UE au défi mondial de la déforestation. Dans le même temps, la proposition simplifiera les obligations de déclaration, notamment pour les micro et petits opérateurs primaires de pays à faible risque du monde entier, tout en maintenant un mécanisme de suivi solide.

L'EUDR est une initiative clé pour lutter contre la déforestation. La Commission est déterminée à poursuivre ses objectifs.

### Mesures clés

Compte tenu du retour d'information des parties prenantes dans le cadre des [efforts de simplification déployés par la Commission tout au long de l'année](#), la proposition de la Commission introduit des **simplifications ciblées afin de** réduire les obligations pour:

- **Opérateurs et commerçants qui commercialisent** les produits concernés du RELUE une fois qu'ils ont été mis sur le marché de l'UE. Il peut s'agir, par exemple, de détaillants ou de grandes entreprises manufacturières de l'UE. Ces entreprises se trouvent dans la **partie aval des chaînes de valeur concernées**. L'opérateur en amont continuera à faire preuve de diligence raisonnable.

**Les micro et petits opérateurs primaires** des pays à faible risque du monde entier qui vendent leurs produits directement sur le marché européen. Celles-ci couvrent près de 100 % des agriculteurs et des sylviculteurs de l'UE.

Afin de permettre une utilisation plus efficace du système informatique, la Commission propose que **les opérateurs en aval et les professionnels** ne soient plus tenus de présenter [des déclarations de diligence raisonnée](#). Avec cette rationalisation, **une seule soumission dans le système informatique EUDR** au point d'entrée sur le marché sera requise **pour l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement**. Les obligations de déclaration et la responsabilité seraient axées sur les opérateurs qui mettent d'abord les produits sur le marché. Par exemple, les fèves de cacao n'auraient besoin que d'une seule déclaration de diligence raisonnée à présenter par l'importateur qui les met sur le marché de l'UE, mais les fabricants en aval de produits à base de chocolat ne seront pas tenus de soumettre une nouvelle déclaration de diligence raisonnée dans le système informatique.

Avec la simplification significative proposée aujourd'hui, **les micro et petits opérateurs primaires** ne présenteraient qu'une **déclaration simple et ponctuelle dans le système informatique EUDR**. Lorsque les informations sont déjà disponibles, par exemple dans une base de données d'un État membre, les opérateurs ne sont pas tenus de prendre eux-mêmes des mesures dans le système informatique. Cette simplification remplace la nécessité antérieure de soumettre régulièrement des déclarations de diligence raisonnée.

### Période transitoire pour les entreprises afin de renforcer le système informatique

La Commission propose également des **périodes transitoires afin de garantir une transition en douceur et de renforcer le système informatique**.

Concrètement, cela signifie que le règlement entrera en application le 30 décembre 2026 pour les

micro et petites entreprises. Pour les grandes et moyennes entreprises, la date reste le 30 décembre 2025, mais pour assurer une mise en œuvre progressive des règles, elles bénéficieront d'un délai de grâce de six mois pour les contrôles et l'exécution.

La Commission **déploie le système informatique en étroite coopération avec les parties prenantes**, comme le prévoit la législation, depuis son lancement en décembre 2024. Dans le cadre de ce dialogue, de nouvelles projections sur le nombre d'opérations et d'interactions attendues entre les opérateurs économiques et le système informatique ont conduit à une réévaluation substantielle de la charge prévue sur le système informatique, qui est beaucoup plus élevée que prévu. Le système doit être capable de traiter toutes les déclarations de diligence raisonnable pour les produits couverts par la loi et soumises par tous les opérateurs.

Les nouvelles dates d'entrée en application, combinées à la simplification des obligations pour les acteurs de la chaîne d'approvisionnement, visent à faire en sorte que le système informatique puisse supporter le niveau de charge attendu.

La Commission travaille également à l'élaboration de plans d'urgence, afin que les opérateurs économiques puissent se conformer à leurs obligations, au cas où la présente proposition législative ne serait pas adoptée à temps par les colégislateurs, auquel cas le règlement entrera en vigueur le 30 décembre 2025.

### **Prochaines étapes**

Le Parlement européen et le Conseil vont maintenant examiner la proposition de la Commission. Ils devraient adopter formellement la modification ciblée du règlement de l'UE sur la déforestation avant qu'il ne puisse entrer en vigueur.

La Commission invite le Parlement européen et le Conseil à adopter rapidement la proposition de prolongation de la période de mise en œuvre d'ici la fin de l'année 2025.

### **Contexte**

Le règlement de l'UE sur la déforestation vise à faire en sorte qu'un ensemble de biens essentiels mis sur le marché de l'UE ne contribue plus à la déforestation et à la dégradation des forêts dans l'UE et ailleurs dans le monde. La déforestation et la dégradation des forêts sont des facteurs importants du changement climatique et de la perte de biodiversité, les deux principaux défis environnementaux de notre époque. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) [estime](#) que 420 millions d'hectares de forêts, soit une superficie supérieure à celle de l'Union européenne, ont été perdus du fait de la déforestation entre 1990 et 2020. Sur la base des taux de déforestation pour la période 2015-2020, chaque minute représente trois fois la surface du parc Léopold qui borde le Parlement européen à Bruxelles.

Depuis l'entrée en vigueur du RDUE en juin 2023, la Commission a constamment travaillé avec les parties prenantes sur la manière de faciliter une mise en œuvre simple, équitable et rentable du RDUE. Au cours des dernières années, la Commission s'est concentrée sur la mise en place de toutes les infrastructures nécessaires à l'entrée en application du RDUE, notamment au moyen de documents d'orientation et [de questions fréquemment posées \(FAQ\)](#) supplémentaires publiés en avril 2025, ainsi que dans le [règlement d'exécution sur l'étalonnage des performances](#) publié en mai 2025.

La Commission a également entrepris un [effort de simplification sous différents angles](#), ce qui, selon les estimations, entraînerait une réduction de 30 % des coûts et de la charge administratifs pour les entreprises.

En décembre 2024, [l'Union européenne a accordé une période d'introduction progressive supplémentaire de 12 mois](#), rendant la loi applicable le 30 décembre 2025 pour les grandes et moyennes entreprises et le 30 juin 2026 pour les micro et petites entreprises.

### **Pour plus d'informations**

[Élaboration et mise à jour de documents d'orientation et mise en place et ouverture du système informatique](#)

## Citation(s):

*"Cette approche offre certitude et stabilité, en rationalisant le processus de suivi pour les micro et petits producteurs qui, tout en présentant individuellement peu de risques, fournissent collectivement des données essentielles au maintien de la traçabilité globale. Nous proposons un calendrier de mise en œuvre clair qui garantit que la réglementation entrera en vigueur de manière transparente à partir de la fin de cette année, permettant aux grands opérateurs de s'adapter progressivement tout en donnant aux micro et petits producteurs plus de temps pour s'adapter."*

Teresa Ribera, vice-présidente exécutive chargée d'une transition propre, juste et compétitive - 21/10/2025

*"Aujourd'hui, nous présentons un paquet qui répond aux véritables défis de mise en œuvre. Elle simplifie les règles, notamment pour les petits agriculteurs et les opérateurs, tout en maintenant le leadership mondial de l'Europe dans la lutte contre la déforestation. Il ne s'agit pas de réduire l'ambition, il s'agit de rendre les règles plus efficaces et plus intelligentes, car une mise en œuvre efficace est importante."*

Jessika Roswall, commissaire à l'environnement, à la résilience en matière d'eau et à l'économie circulaire compétitive - 21/10/2025

## Personnes de contact pour la presse:

[Maciej BERESTECKI](#) (+32 2 29 66483)

[Maëlys DREUX](#) (+32 2 29 54673)

Renseignements au public: [Europe Direct](#) par téléphone au [00 800 67 89 10 11](#) ou par [courriel](#)